

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20<sup>ème</sup> année - N° 3475 - Mardi 17 Septembre 2019 - Prix : 200 Fc

## Imbroglgio autour d'une circulaire

UNION DES COMORES  
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la  
Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Le Secrétaire Général,

جمهورية القمر المتحدة  
وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والتضامن والتماسك  
الاجتماعي ومشاركة المرأة  
الأمين العام

Ref. N°19-270 /MSSPSPG/SG

Date: 03/09/2019

**NOTE CIRCULAIRE**

Dans le strict respect du règlement Sanitaire international et dans le souci de mieux protéger la population, il est porté à la connaissance des voyageurs (transport aérien et maritime) entrant en Union des Comores que des postes de santé aux frontières seront mises en place à partir du 15 septembre 2019.

Par conséquent la présentation de la carte de vaccination sera exigée à toutes les portes d'entrée dans le pays.

Il est ainsi demandé à toutes les compagnies et agences de voyage d'en informer les passagers lors de l'émission des titres de transports.

Est établie pour valoir ce que de droit.

Mr Jean YOUSSEUF

### FAIT DIVERS

**La femme du ministre  
Chabhane interpellée  
à Roissy Charles de Gaulle**

LIRE PAGE 3

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Des mesures lourdes pour  
redresser l'université**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 16 au 20 Septembre 2019**

Lever du soleil:  
06h 01mn  
Coucher du soleil:  
18h 03mn  
Fadjr : 04h 49mn  
Dhouhr : 12h 05mn  
Ansr : 15h 18mn  
Maghrib: 18h 06mn  
Incha: 19h 20mn



## TÉLÉCOMMUNICATION

## L'ACTIC forme sur le Community Manager

*Samedi dernier, l'ACTIC a lancé une formation sur le Community Manager. Une quinzaine de jeunes sont formés sur la manière d'actualiser un site et/ou de le mettre en ligne.*

Inaugurés depuis une vingtaine de jours par l'Association Comorienne des Technologies de l'Information et de la Communication (ACTIC), le siège de Comor'Lab abrite depuis ce jour plusieurs événements au bénéfice de l'outil informatique. Samedi dernier, l'ACTIC a lancé dans ce lieu de prestige pour un avenir informatisé, une formation des jeunes sur le Community Manager (Rédacteur en ligne). Pour Chamsoudine Soudjay, Secrétaire général de l'Association et formateur de cette édition, l'initiative est née de la volonté de



Le community management formé aux jeunes porteurs de projet.

l'ACTIC de mettre l'outil informatique à la portée de tous dans le cadre de l'économie numérique. « A travers cet atelier, nous allons former des jeunes sur la manière d'ac-

tualiser un site et/ou de le mettre en ligne », explique-t-il en soulignant qu'il s'agit d'un nouveau métier destiné plus aux femmes formées dans les domaines littéraires.

M. Chamsoudine précise que pour cette première session, l'accent est mis sur le réseau social Facebook car dit-il « c'est sur cette plateforme que nous avons adhéré et qui nous a ouvert la plateforme gratuitement ». Une quinzaine de jeunes dont dix filles sont formés et l'informaticien explique que ce nouveau métier va permettre de gagner de l'argent en restant chez soi. « Cette formation consiste à travailler avec des contrats en facilitant le suivi des comptes et pages sur Facebook, en les actualisant en temps réel », dit-il. Cet informaticien affirme qu'avec cette méthode et ce nouveau métier, les autorités auront à leur portée des jeunes bien formés pour sur l'évolution de leurs comptes.

Au nom de tous les participants, Mohamed Chayma se dit flattée et

contente de suivre une telle formation. Affirmant son intérêt vis-à-vis des TICs, cette dernière a affirmé que cette formation lui a permis de se cultiver encore plus dans le domaine. « Je trouve ça intéressant surtout pour nous les filles et jeunes femmes de demain car c'est une formation avec beaucoup d'opportunités », se réjouit-elle. Un avis partagé par ses collègues. « Nous avons eu beaucoup d'avantages, beaucoup de connaissances », poursuit-elle en affirmant que cette première formation va lui permettre de mettre sur pied certains de ses projets car elle se dit capable de lancer un site, de l'actualiser et de le contrôler.

A.O Yazid

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Des mesures lourdes pour redresser l'université

*Après avoir passé une année à la tête de l'Université des Comores, Dr Abdullah Ben Hassane dresse un bilan qui, selon lui, est satisfaisant. Dans un entretien qu'il a accordé à La Gazette des Comores et Al-Watwan, il annonce des mesures à entreprendre pour la survie et vers un redressement de l'institution créé en 2003. D'après lui, deux audits financier et administratif sont en cours.*

Compte tenu de la situation financière difficile que traverse actuellement l'Université des Comores, laquelle est aggravée suite à la suppression depuis 2006 de la taxe spéciale sur le riz ordinaire créée pour contribuer au financement de l'Université, la direction de l'établissement envisage de prendre des mesures exceptionnelles pour assurer la survie et le redressement de l'institution. C'est ainsi que dans un premier temps, « nous avons fixé à 5000 FC, la

généralisation du frais de retrait du dossier d'inscription à tous les étudiants de premier et deuxième cycles », précise le président de l'Udc, Dr Abdullah Ben Saïd Hassane.

Parmi les mesures prises lors d'une réunion tenue le 11 septembre dernier, on peut citer l'augmentation de 2 heures d'enseignement à la charge horaire hebdomadaire réglementaire de tous les enseignants permanents (enseignants-chercheurs, enseignants et contractuels), mais aussi la réduction du taux horaire des heures supplémentaires, passant de 4750 FC à 4000 FC. Notons que dès la rentrée universitaire 2019-2020, une visite médicale est rendue obligatoire pour tout(e) étudiant(e) candidat(e) à une inscription.

« Cette visite est assurée par des médecins agréés, et est assortie d'un certificat médical dont le coût est fixé à 5000 FC », poursuit-il avant d'ajouter que des projets générateurs de revenus prioritairement identifiés qui s'inscrivent dans le cadre de l'améli-

oration des conditions de vie de la communauté universitaire estimée à environ 14600 personnes, notamment la mise en place d'un restaurant universitaire et l'instauration d'un service de reprographie et de numérisation par composante, participeront à cet effort de redressement financier. Et pour garantir sensiblement la santé financière de l'Université, un comité est mis en place pour les études de faisabilité de ces projets, qui, selon lui, permettront de décider des options de leur mise en œuvre.

Dans cet entretien aux deux quotidiens nationaux, qui a duré plus de une heure et demi, le président de l'Udc se réjouit de son bilan annuel. Il pense que presque toutes les missions pour lesquelles il a été nommé par le chef de l'état le 10 septembre 2018 sont arrivées à terme. Et parmi ces missions, dit-il, il y a la rentrée scolaire 2018/2019, le budget de l'Udc et la révision des textes statutaires. Deux volets à savoir le plan stratégique et le



Abdullah Ben Hassane président de l'université.

plan de développement de l'Udc.

Le président a évoqué aussi les deux audits: l'un financier et l'autre administratif et académique. Le 1er est déjà en cours depuis le 5 septembre dernier avec un cabinet de Mauricien et le 2eme débutera bientôt. « Nous les attendons incessamment

pour venir évaluer l'aspect pédagogique, c'est-à-dire si les enseignements et la formation sont aux normes » précise-t-il. (Suite dans notre prochaine édition)

Ibnou M. Abdou

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## L'UDC suspend le Master en droit et la licence en journalisme

*La rentrée universitaire 2019/2020 va se faire sans le Master en droit et la licence en journalisme et communication. Le président de l'Université a parlé de la nécessité de faire une évaluation et reprendre les choses dans les meilleures conditions.*

Cette année, l'Université des Comores a décidé de faire la rentrée sans la Master en droit. Le président de l'UDC parle d'une suspension temporaire mais pas une suppression afin de mieux rationaliser le Master les années à venir. « C'est une mesure, certes très dure mais plus que jamais nécessaire », affirme Dr Abdullah

Ben Saïd Hassane, président de l'Université des Comores. D'après lui, cette suspension est justifiée par plusieurs raisons dont la capacité d'accueil qui est réduite mais aussi, le calendrier qui n'est pas compatible avec les autres filières. « Nous avons décidé de suspendre la Master en droit, cette année uniquement pour nous permettre de faire une évaluation », poursuit-il, tout en précisant que « au moment où la rentrée universitaire est en train de se faire, le programme (en Master) de l'année précédente n'est pas encore fini ».

Sur ce sujet, Ibouroi Ali Toibib, président du SUFOP montre qu'il était nécessaire d'évaluer ce qui a

été fait depuis 2005 jusqu'à aujourd'hui. « Il est répandu que l'UDC forme des chômeurs. Alors, il ne s'agit pas de former pour former mais, il est plutôt nécessaire de se poser certaines questions, quelle formation pour quel métier. Est-ce qu'il faut continuer à faire une même chose avec quels résultats », s'interroge-t-il. D'après lui, il y a également un problème très sérieux en ce qui concerne la qualité de l'enseignement. Sur cette question, l'université doit s'atteler à trouver des solutions et améliorer les choses. « Je ne dis pas qu'il faille arrêter tout de suite les formations mais il faut quand même réorienter, présenter des formations et répondre à

des questions précises », poursuit-il. Pour lui, l'Université a besoin d'encadreurs pour les enseignants en Master. « Cela ne veut pas dire que ceux qui sont la ne sont pas à la hauteur mais on a le droit de s'interroger... C'est pourquoi, je suggère de continuer la réflexion au niveau de la qualité de l'enseignement dispensé par rapport au marché du travail », indique-t-il.

Autre mesure prise par l'Université à la rentrée scolaire 2019/2020, c'est aussi la suspension de la licence en journalisme et communication. Le président se justifie par le manque d'enseignants avec des critères requis pour enseigner à l'université. Pour lui, les

diplômes pour enseigner à l'université sont diamétralement opposés à ceux qui donnent des cours dans une école de formation professionnelle. « Je n'en doute absolument pas de leur diplômes respectifs mais plutôt il faut nuancer une formation d'université et celle d'une école ou centre professionnel », montre le président de l'UDC, avant d'ajouter que « la filière tourisme à Patsy est aussi suspendue. Et cela va nous permettre d'établir toutes les conditions homogènes dès l'année prochaine pour postuler dans tous les masters ».

Ibnou M. Abdou

## Imbroglia autour d'une circulaire

*La note circulaire du 03 septembre, signée par le secrétaire général du ministère de la santé, exigeant la présentation d'un carnet de vaccination à l'entrée en Union des Comores a été suspendue par la ministre elle-même, ce 14 septembre, « jusqu'à nouvel ordre ».*

Le secrétaire général du ministère de la santé, Jean Youssouf avait signé une note circulaire, le 03 septembre dernier. Celle-ci exigeait, à partir du 15 septembre, la présentation d'un carnet de vaccination, à toutes les fron-

tières de l'Union des Comores. Le document administratif avait omis de préciser quels étaient les vaccins exigés, et quels étaient les pays concernés.

Une source du ministère de la santé, jointe au téléphone, la semaine dernière avait indiqué qu'il s'agissait du vaccin contre la fièvre jaune et contre la méningite. Pour ce qui est des territoires concernés, c'était flou. Le ministre des affaires étrangères, Souef Mohamed El-Amine avait lui-même indiqué que la note était vague, et qu'une autre plus précise allait voir le jour au retour du secrétaire général de la

Santé, qui était alors en mission à Maurice. Il a quand même tenu à préciser qu'elle ne concernait ni Mayotte ni la diaspora vivant en France. En fait, toujours selon lui, « la note devait cibler un certain nombre de pays dans un cadre spécifique de réciprocité, en Afrique Australe par exemple, il y a des pays qui nous refusent l'accès si nous ne sommes pas munis du carnet jaune mais d'autres ne l'exigent pas », avait-il dit la semaine dernière. Il avait ajouté « que d'ici 3 jours, le secrétaire général de la santé allait rédiger une deuxième note plus spécifique ».

Mais en fait de note plus spéci-

fique, les citoyens comoriens ont appris le 14 septembre dernier « que celle-ci était suspendue jusqu'à nouvel ordre ». Le pourquoi du comment, personne ne le sait. La décision de suspendre la fameuse note émane de la ministre de la santé. Pourtant certaines compagnies avaient déjà alerté leurs passagers et certains s'étaient d'ores et déjà souscrits à l'exigence du ministère de la santé.

Au ministère de la santé, il y a comme un goût d'amertume. Certains étaient persuadés du bien-fondé de cette note. Ils avaient avec eux, le Règlement Sanitaire

International. Et se préparaient déjà à installer un service sanitaire à l'aéroport international de Hahaya. « Notre rôle c'est de protéger la population comorienne, et cette mesure allait dans ce sens », a regretté une source autorisée. Plusieurs dignitaires du régime, à l'en croire, ont exigé l'annulation de la note. Sauf que la décision de la ministre de la santé parlait plutôt de « suspension jusqu'à nouvel ordre ». Réponse de notre interlocuteur : « nouvel ordre veut dire l'éternité sous nos cocotiers ».

Fsy

### FAIT DIVERS

## La femme du ministre Chabhane interpellée à Roissy Charles de Gaulle

*C'est une révélation Hayba Fm du nom de la radio dirigée par Mohamed Said Abdallah Mchangama, publiée le 15 septembre à 23h29, laquelle est généralement bien informée. Sur la page Facebook de la station, un titre plutôt « sobre » : « une épouse de ministre arrêtée et maintenue en zone d'attente à Roissy ».*

Le corps de l'article se fait plus précis. « La femme de l'ex-vice-président Abdallah Said Sarouma a été interpellée par la Police Française de

l'Air et des Frontières de Roissy Charles de Gaulle ». Selon l'article, celle-ci est arrivée avec un passeport diplomatique, et est accompagnée de deux enfants. « Elle passe en audience demain, (hier, ndlr) à l'annexe judiciaire du TGI de Bobigny ».

L'information n'est évidemment pas passée inaperçue. Elle a été relayée, reprise sur de nombreux sites et évidemment commentée des centaines de fois par les internautes.

Il a fallu attendre ce 16 septembre pour avoir plus d'informations sur cette affaire qui s'annonce être

une bombe et qui aura servi, selon Hayba Fm, « à ternir bêtement encore plus l'image du régime ».

Donc ce lundi, toujours sur Hayba Fm, l'on s'interrogeait « sur la responsabilité de la location du passeport de l'épouse de Abdallah Said Sarouma ». Rien que cela. La station, explique « qu'en recoupant les informations recueillies à Roissy et celle des autorités comoriennes, le refus d'entrée de Mme Sarouma laisse penser à une dénonciation/règlement de compte au sein du pouvoir comorien ou à un avertissement des autorités françaises ».

Le passeport diplomatique utilisé par Mme Chabhane « est authentique, le visa aussi ». Sauf que, et c'est là tout le drame, « le passeport a servi à une autre personne que l'épouse de la ministre ». En effet, « un visa d'entrée y figure sans visa de sortie correspondant ». Hayba Fm révèle que celle-ci, « interrogée par la police française, a dit ne pas avoir été la voyageuse qui est entrée en France à cette date-là ». Et le fait qu'elle ait été « cueillie » à sa descente de l'avion laisse croire que la Paf française était au courant du problème lié à son passeport diplomatique ? Qui

l'en a informée ?

Toute la question tourne donc autour du passeport diplomatique, qui aurait été utilisée par une tierce personne. La radio parle de « location ». Mais qu'en est-il vraiment ? La Gazette des Comores a contacté le patron de la diplomatie comorienne, Souef Mohamed El-Amine et le porte-parole du gouvernement, Houmed Msaidié, sans succès. Le premier a dit vouloir attendre d'avoir toutes les informations avant de réagir. Quant au second, il n'a pas donné suite à nos appels.

Fsy

### LES COMORES DANS LE GROUPE DES PAYS INTERMÉDIAIRES

## De nouvelles opportunités à l'horizon

*La Banque Mondiale a décidé le 1er Juillet 2019, de classer les Comores dans le Groupe des pays intermédiaires. En accédant à ce nouveau rang, les Comores peuvent bénéficier de plus de quatre interventions mais tout dépendra de sa situation financière réelle.*

Après avoir analysé chaque année et particulièrement ces trois dernières années, les performances économiques de notre pays les Institutions financières internationales de Bretton-Woods ont décidé, de surclasser notre pays dans le Groupe des pays intermédiaires, de la tranche inférieure. Cette première dans l'histoire de notre pays indépendant ouvre des perspectives auprès des institutions financières internationales. Dans la Politique de Crédits de la Banque Mondiale, comme dans la plupart des Institutions financières multilatérales, si les PMA ne peuvent recevoir que des dons ou des prêts AID, aux conditions concessionnelles, par contre pour les pays intermédiaires, chacun en fonction de sa situation financière réelle,

peut bénéficier en plus de quatre types d'intervention.

La première concerne les crédits standards où les pays intermédiaires (Revenu/habitant supérieur à 1215 dollars) peuvent accéder aux crédits avec conditions concessionnelles (AID). La seconde porte sur les Crédits Mixtes destinés aux pays intermédiaires classés durant au moins deux ans dans la catégorie. La troisième concerne les crédits d'intensification dont peuvent béné-

ficier les pays intermédiaires AID mais qui ont dépassé le plafond autorisé afin d'accéder pendant un certain temps, à ces crédits supplémentaires, en les complétant aux crédits mixtes. Le Quatrième type de crédit porte sur les Prêts non concessionnels, que peuvent bénéficier les pays intermédiaires, en les combinant avec des Crédits Mixtes.

Si les prêts AID ont un différé de 6 ans et une échéance de remboursement de 38 ans, pour les

Crédits non concessionnels et d'Appui à la transition, il y a un différé de 5 ans, un délai de remboursement de 25 ans et un échancier de paiements, tous les 6 mois. Cette politique de crédits a servi de référence aux autres Institutions financières multilatérales, comme la BAD qui, tout en poursuivant les dons et les prêts concessionnels aux PMA, accorde aux pays intermédiaires, Prêts standards, Prêts à garantie souveraine remboursables sur 15 ans, (délais de grâce de 5 ans, utilisés dans le secteur public et les entreprises d'état) et Prêts à Marge fixe (taux de marge flottant).

Pour les autorités de l'Etat, cette reconnaissance internationale devra plus qu'auparavant encourager l'ensemble des comoriens à doubler d'efforts et exploiter au maximum les nouvelles portes qui vont s'ouvrir avec cette nouvelle classification afin de réussir avec succès la Table-Ronde d'ici la fin de l'année et gagner la bataille de l'émergence en 2030.

Ibnou M. Abdou



**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Faïza Soule Youssouf  
 Binti Mhadjou  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## SANTÉ MATERNELLE

## La maternité d'Oichili Dimani rénovée au grand bonheur des femmes

*Considérée comme une zone prioritaire et pilote, la maternité du Centre du District Sanitaire d'Oichili était presque à l'abandon, moins de fréquentation des femmes enceintes, manque du personnel, où l'hygiène ne faisait presque plus partie des préoccupations du personnel. C'est dans ce contexte que l'UNFPA a décidé d'accompagner la communauté pour moderniser la maternité.*

Ces dernières années, les femmes de ces localités fréquentaient les maternités les plus proches comme celles de Mbéni et Samba pour les consultations prénatales et le suivi de grossesses jusqu'à l'accouchement. Cette situation ne convenait pas aux mères qui n'ont pas les revenus financiers suffisants pour payer l'accouchement en clinique privée ou être transférées à temps dans les maternités voisines. Elles étaient confrontées à l'accès difficile des routes et d'autres femmes préféreraient l'accouchement à domicile qui comporte des risques très importants. Depuis 2016, l'UNFPA

a mis en place un programme de santé communautaire à trois volets à savoir l'amélioration du plateau technique, la prise en charge du personnel qualifié et la sensibilisation à base communautaire. Et ont profité de cette occasion pour réhabiliter la maternité. « L'UNFPA en a fait une maternité moderne en rénovant complètement la salle d'accouchement et la salle de planification familiale. Des équipements et matériels médicaux ont été remis au district sanitaire d'Oichili pour renforcer la qualité de prise en charge des accouchements », montre Dr Mahamoud Said, chargé de programme santé de la reproduction.

En ce qui concerne le matériel, il s'agit notamment de lits d'accouchements, de kit d'équipement et matériel pour la pratique de la sage-femme, d'un autre kit de médicaments renouvelables pour la prise en charge des accouchements, des pèse-bébés, aspirateur de mucosité, lampe examen, et de calendriers de suivi de la grossesse. « S'agissant du personnel, l'UNFPA a fait un choix sur deux jeunes sages-femmes pour assurer en permanence la

prise en charge des femmes enceintes. Désormais, la maternité fonctionne 24/24 et les gardes sont assurées toutes les nuits par au moins une sage-femme », poursuit-il.

L'UNFPA assure aussi le renforcement des capacités de ces sages-femmes en Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) en collaboration avec la Direction de santé familiale et d'autres partenaires. En ce qui concerne la sensibilisation communautaire, l'UNFPA a mené des campagnes de proximité dans toutes les localités d'Oichili-Dimani pour expliquer à la population notamment les femmes sur l'importance de faire les consultations prénatales, d'accoucher dans les centres de santé et d'espacer les naissances.

« En 2017, l'UNFPA a mobilisé 45000 USD à travers un financement d'Australian Aid pour améliorer la disponibilité de la qualité des services de santé de la reproduction et de la périnatalité. Cette contribution financière a porté ses fruits car nous constatons une disponibilité et une utilisation accrue des services intégrés pour la prise en charge de



Maternité Oichili Dimani (Photo d'archive.)

l'accouchement et des urgences obstétricales et néonatales ainsi qu'une demande des services de planification familiale », Badria Abdallah, sage-femme à Idjinkouzi.

Le projet avait placé trois autres sages-femmes dans les postes de santé d'Itsinkoudi Oichili, Mtsangadjou et Idjinkoudzi pour faire faciliter les femmes qui n'ont pas les moyens de se rendre au centre d'Oichili. Pour mieux faire de sensibilisation de proximité et répondre aux besoins des commu-

nautés sur la planification familiale, les accouchements à moindre risque, les consultations prénatales et l'échographie l'UNFPA veut expérimenter une clinique mobile à Anjouan dès le mois de novembre et à Ngazidja et Mohéli l'année prochaine. Cette clinique mobile permettra d'apporter des soins de base gratuits aux populations les plus isolées et les plus démunies.

MY

## TRANSPORT AÉRIEN

## 3.5 Milliards pour la réhabilitation et l'extension des aéroports d'Ouani et de Bandar Salam

*Le Directeur Général de l'ADC (Aéroport des Comores) a lâché le chiffre lors d'une conférence de presse tenue dans un hôtel à Mutsamudu hier matin. Le montant en question va améliorer les pistes d'atterrissage et la réfection des clôtures.*

Les aéroports secondaires de Mohéli et d'Anjouan seront remis en état acceptable dans les jours qui viennent. « Nous avons monté le projet et déposé. On va démarrer des chantiers dans le futur proche. Je tiens à sensibiliser ceux qui vivent dans les parages de ces infrastructures qu'un aéroport, c'est un endroit appelé à grandir

d'un moment à l'autre ». Ce dernier a montré que les deux pistes de Mohéli et d'Anjouan seront remis en état amélioré et acceptable pour un aéroport secondaire d'où, le prolongement de la piste et la réfection des clôtures.

A la question de savoir pour quand une compagnie nationale pourra voir le jour. Le Directeur général des aéroports des Comores, passe outre et profite de cette reprise de parole pour parler de la formation de 20 agents de sûreté des trois îles (AIMPSI et les aéroports secondaires). Lors de cette conférence presse qui a duré moins de trente minutes avant qu'il monte dans l'avion vers Moroni, la RTN (Radio

TV Ndzouani) a bousculé le DG en insistant jusqu'à prononcer le nom de Fayal Mohamed, jeune juriste qui serait candidat CRC du JFR à Mutsamudu.

Devant la presse, le patron des aéroports des Comores a remercié le Président de la République et son équipe d'avoir ramené le pays vers

des nouveaux sommets économiques. « Les Comores est un pays à revenus intermédiaires, reprend le patron des ADC. Dans ce même ordre d'idées, son argumentation est axée sur la stabilité énergétique, l'ordre public maintenu et le lancement de plusieurs chantiers dans les quatre coins de l'archipel. Le politi-

cient et DG de l'AIMPSI reproche ceux qui veulent corriger la Banque Mondiale et conclut : « Les Comores sont dans une dynamique positive, dans un climat démocratique. On constate que ça bouge de partout pour l'intérêt général du peuple ».

NJ



Yasser Assoumani DG ADC.



## UNION EUROPEENNE

DÉLÉGATION AUPRES DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR ET DE L'UNION DES COMORES

**DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE AUPRES DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR ET DE L'UNION DES COMORES**  
**APPEL A CANDIDATURES**  
**GESTIONNIRE DE PROJETS**

La Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores lance un appel à candidatures pour le recrutement d'un Agent Local "Gestionnaire de Projets" pour son bureau à Moroni - Comores.

Tous les renseignements nécessaires sont disponibles sur le site:  
[https://eeas.europa.eu/delegations/madagascar/67353/node/67353\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/madagascar/67353/node/67353_fr)

## SPORT

# L'association des journalistes sportifs honore ses pionniers

*Fidèle à son principe qui consiste entre autres à valoriser chaque compétence sportive, l'Acjs a réalisé publiquement l'une de sa série d'actions d'encouragement. Au stade de Moroni, le week-end (samedi 14 septembre), lors de la finale du tournoi de l'Ortc, où Fc Mbatse a affronté Fco, sept journalistes sportifs, en retraite et actifs, ont été honorés par des attestations de reconnaissance. L'Ortc a pris la part du Lion.*

L'un des principes que s'est fixé l'Association Comorienne des Journalistes sportifs (Acjs), c'est de développer une politique nationale de valorisation de chaque compétence sportive, toutes disciplines confondues. Les 1ers bénéficiaires sont des confrères du domaine, certains au repos et, d'autres, encore actifs. Publiquement, attestations brandies, ils ont été vivement ovationnés : « Pour cette action de valorisation et d'encouragement inaugurale des confrères du sport, nous avons voulu privilégier les doyens. Certains sont encore sur le

Stéphane Madi président de l'association comorienne des journalistes sportifs.



terrain avec nous, d'autres ont racroché. C'est une politique de motivation », explique le président de l'association, Stéphane Mmadi.

L'Acjs comprend aujourd'hui trois sections, dynamiques aux îles (Moili, Ndzouani et Ngazidja), la 4e, naissante à Maore est encore au stade embryonnaire, et une trentaine de journalistes des deux sexes, actifs dans tous les domaines médiatiques, opérationnels dans l'Archipel aux Îles de la Lune. Elle est ouverte à toutes les personnes

(filles et garçons), exerçant le métier de photoreporters sportifs, chroniqueurs, animateurs et journalistes, assurant le rôle d'informateurs et de formateurs des événements sportifs. Elle s'interdit toute propagande politique, confessionnelle, sexiste, etc.

Les coordinateurs, chargés de la redynamisation des sections insulaires (Maore, Guirou Mohamed, à Moili, Oustadh Mohamed, à Ndzouani, Ayatoullah et à Ngazidja, Stéphane Mmadi) travaillent en

étroite collaboration. « Un projet d'une diffusion en multiplexe, à partir de notre propre organe d'information, qui sera baptisé Radio-Sport, est au menu. Chaque compétition sportive, toutes disciplines confondues, et quelle que soit l'île hôte, a droit à une transmission », rapporte notre interlocuteur.

D'autres projets, notamment des stages de formation, de recyclage et/ou de perfectionnement, la confection des cartes d'adhésion, valable dans l'Archipel, sont au menu. « L'association a nommé Kassim Oumouri, coordinateur chargé des relations internationales. L'une de ses missions, c'est de trouver des partenaires, personnes morales et/ou physiques, pour tisser des fructueuses relations de coopération et d'échange avec notre institution », dévoile cet animateur de la Radio Dounia Web.

Le commun des mortels s'interroge si l'Acjs milite pour le genre. Stéphane coupe court : « Écoutez, allons droit au but. Notre association n'a aucune hostilité envers la femme. Ayana Ali est la trésorière générale de l'association. Deux autres filles occupent de bons postes.

L'absence d'une fille dans la cérémonie de valorisation du week-end s'explique par leur entrée récente dans le domaine. Plus tard, ces filles de terrain pourraient focaliser notre attention ». Il y a cinq ans de cela, l'Acjs avait participé à la nomination du meilleur joueur, issu du football arabe. « Nous allons élargir cette politique d'observation, au niveau national en collaboration avec les instances opérationnelles, et international en harmonie avec l'Uafa, la Caf et la Fifa. Pourquoi pas ? », conclut le patron de l'Acjs.

**Bm Gondet**

**Ngazidja**

- La Gazette des Comores : son chroniqueur sportif

- Ortc : Ben Abdou et Djama Ibrahim,

- Rcm13 : Hassan Mze

**Ndzouani**

Ortc : Omar Houmadi

**Moili**

Ortc : Ahmed Ben Ali et Ahmed Abdou

## ENVIRONNEMENT

## Clôture de la conférence sur la désertification en Inde

*Inclusion du régime foncier en tant que nouveau domaine thématique de la Convention. La quatorzième session de la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP 14 de la Convention) s'est tenue à New Delhi en Inde du 2 au 13 septembre 2017.*

Dans ses remarques de clôture, le Président de la CdP, Prakash Javadekar, a exprimé la détermination de l'Inde à contribuer à la mise en œuvre de la Convention, notamment, en établissant un centre d'excellence pour promouvoir la connaissance des thèmes fondamentaux de la Convention et contribuer aux échanges Sud-Sud, faire passer son objectif de restauration des sols pour 2030 de 21 millions d'hectares à 26 millions d'hectares et orienter l'agenda foncier au niveau mondial.

Quant au Secrétaire exécutif de la Convention, Ibrahim Thiaw, il a souligné quatre messages de la COP

14. Il s'agit en premier d'envoyer un message clair à la prochaine Semaine du climat le 23 septembre à New York, de démontrer que la restauration des sols est l'une des solutions les moins coûteuses pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et les multiples ODD.

C'est aussi, établir des arguments commerciaux clairs en faveur de l'investissement dans la restauration des terres et des chaînes de valeur durables, tout en soulignant qu'attirer le secteur privé nécessitera des cadres de réglementation et des incitations commerciales, reconnaissance de l'importance de la sécheresse et la nécessité d'aider les parties touchées à mieux atténuer et gérer les risques et enfin mettre la population au cœur de l'ordre du jour de la Convention par le biais de la décision sur le régime foncier en incluant ce dernier en tant que nouveau domaine thématique de la Convention.

Les deux organes subsidiaires de la Convention, à savoir le

Comité de la science et de la technologie et le Comité d'examen de l'application de la Convention, se sont réunis parallèlement à la Conférence des Parties. L'un des thèmes centraux du segment de haut niveau de la 14e Conférence des Parties, qui s'est tenu les 9 et 10 septembre, était de savoir comment créer un élan en faveur d'un mouvement mondial pour la restauration des terres.

Les autres initiatives lancées à la CdP comprennent: une feuille de route pour intensifier l'Initiative de la Grande Muraille Verte menée par l'Afrique afin de restaurer 100 millions d'hectares de terres et de créer 10 millions d'emplois verts d'ici 2030, la nouvelle boîte à outils interactive de la Convention sur la sécheresse qui sert à renforcer la préparation et la résilience des pays et une coalition internationale sur

les tempêtes de sable et de poussière visant à atténuer leurs impacts transfrontières sur la santé humaine, l'environnement et les secteurs économiques clés.

Après les déclarations de clôture des représentants des groupes régionaux et de la société civile, le Président de la CdP, Javadekar, a déclaré la 14ème CdP close.

**Mmagaza**



Photo de famille de la COP 14 de la Convention sur la désertification.

## Salama

**VOUS AUSSI, ADHÉREZ GRATUITEMENT À NOTRE PROGRAMME DE FIDÉLITÉ**

**ET PROFITEZ D'AVANTAGES EXCLUSIFS !**  
(excédents bagages, billets gratuits, cadeaux, etc.)

Plus d'infos dans la rubrique "Salama" sur

**AB Aviation**

[www.flyabaviation.com](http://www.flyabaviation.com)



# Les descendants de migrants et l'image des Comores à travers le football (3eme partie)

Aussi, pour bien mener cette analyse, nous nous sommes procurés trois listes de sélections des Cœlacanthes, à savoir, la liste des dix-huit joueurs convoqués pour les deux matchs contre le Lesotho du 7 et 13 octobre 2015, dans le cadre des éliminatoires de la Can. En plus, nous nous sommes appuyés aussi sur deux autres listes, celle des deux matchs amicaux de 2016 contre les Éperviers (Togo) et contre les Panthères (Gabon) à Tunis et enfin, celle des dix-neuf joueurs sélectionnés pour les éliminatoires de la can 2017. C'est donc ici l'occasion de voir le poids des binationaux dans la sélection comorienne et comprendre les rapports qu'ils entretiennent avec le pays d'origine.

Comme il apparaît clairement dans le tableau ci-dessus, sur les 23 joueurs sélectionnés en 2015 pour affronter l'équipe nationale du Gabon et celle du Togo à Tunis, seulement deux joueurs étaient pris dans le championnat comorien, soit 9% de l'ensemble. C'est plutôt les championnats européens et français en particulier qui ont fourni le plus gros des effectifs. 57% des joueurs sélectionnés venaient directement des clubs français alors que 35% évoluaient dans d'autres pays européens. En réalité, pour des petits pays comme les Comores, il est difficile de trouver une gamme de choix plus large aussi bien à l'extérieur qu'au niveau local. Au moins ceux qui évoluent en dehors des Comores, plus particulièrement en Europe peuvent se targuer de bénéficier d'infrastructures sportives dignes et disputer des matchs dans un champ-

ionnat plus relevés. Ils sont à 83% nés dans l'hexagone contre seulement 17% de l'effectif qui sont nés aux Comores. Comme nous l'a laissé entendre Mouigni, jeune supporter des cœlacanthes, « ces jeunes suivent le mouvement inverse de celui de leurs parents et sont venus droit de France pour défendre les couleurs du pays. Depuis qu'ils commencent à participer massivement aux côtés des Cœlacanthes, les résultats s'en ressentent. Pourvu que ça continue ».

## Les joueurs sélectionnés pour les éliminatoires de la Can 2017

Dans le cadre des éliminatoires de la Can 2017, le sélectionneur des Comores a fait le choix de 19 joueurs évoluant presque tous en France. Comme cela fut aussi le cas deux années auparavant, un seul joueur évoluant dans le championnat local fut retenu. Il s'agissait du gardien de but Mahamoud Mroivili, dit Lacatus. Les binationaux venant de France représentaient 95% des joueurs composant la sélection nationale en 2017 et seulement, 5% de joueurs locaux. Ces joueurs nés et formés en France n'ont jamais été appelés en équipe de France junior et n'avaient donc aucune difficulté à prendre la nationalité sportive du pays de leurs parents. C'est d'ailleurs pour eux, il faut le souligner, une occasion inespérée de participer à des compétitions continentales. Bien que les Comores aient intégré la Fifa depuis peu, la sélection comorienne fait partie de celles qui mobilisent le plus de binatio-

naux. Ils formaient 95% de l'effectif mobilisé lors des éliminatoires de la Can 2017 mais le phénomène n'est pas visible puisque le pays n'a jamais participé à une phase finale de la plus grande compétition continentale. Il faut préciser que les binationaux comoriens ne jouent pas dans le championnat local. Ils retournent directement en France une fois les rencontres finies. Le retour dans l'hexagone des joueurs binationaux s'explique par deux raisons : d'abord c'est là-bas que sont installées leurs familles mais aussi et surtout, qu'ils jouent dans le championnat français. Ils ont donc l'obligation professionnelle et familiale de rentrer.

## La deuxième génération de migrants chez les Cœlacanthes, quel bilan ?

Affiliés à la fédération internationale de football association (FIFA) depuis seulement 2005, les cœlacanthes ont un parcours plutôt honorable. En dix ans, c'est-à-dire entre 2007 et 2017, l'équipe a gagné 56 places au classement FIFA. Les cœlacanthes sont actuellement logés à la 146ème place mondiale alors qu'ils étaient en 2009 à la 176ème. Ce gain de 30 places en dix ans constitue une très grande progression. Depuis la nomination du sélectionneur actuel, A Abdou en 2014, les Comores ont progressé de 24 places au classement FIFA. Ils ont su tenir tête à des équipes bien placées dans les 60 meilleures équipes du monde comme le Maroc (45), le Ghana (49), le Cameroun (54) ou le Burkina

Faso (58). S'exprimant au sujet du parcours des cœlacanthes A. Abdou avait déclaré : « On met en place un projet, il faut du temps. On part de loin. Comme à Madagascar, où il y a des choses intéressantes qui sont faites, malgré des moyens très limités, comme aux Comores. On avance, et plutôt bien » (So foot, 2018).

## Matchs joués à domicile de 2012 à 2014 Source : FFC-2018

Comme on peut le voir, les Comores avancent peut-être lentement mais sûrement. Parlant du groupe, le milieu de terrain Bachirou, évoluant en Suède a rassuré : « Nous formons une grosse fraternité, et ce n'est pas un vain mot. Aujourd'hui, des jeunes talentueux nous ont rejoints pour écrire l'histoire. On s'entend bien, et on veut donner le sourire à tout le peuple, lui rendre cet amour. À nous d'aller chercher l'exploit ».

À domicile, les cœlacanthes enregistrent des résultats plutôt encourageants car sur les quatorze matchs joués entre 2012 et 2017, ils ont fait 36% de réussites et réalisé 57% de nuls. Seulement 7% des matchs ont été perdus. L'équipe bénéficie du soutien de tout un peuple et joue donc avec plus de détermination.

**YOUSOUF Mohamed Youssouf,**  
Docteur - Territoires, Sociétés,  
Développement (EHESS-Paris)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

### ECOLE FRANCAISE HENRI MATISSE à MORONI(EFHM)

#### REF : "AO EFHM 2019-01 -Service de Restauration-Cantine"

L'Ecole Française est dotée, au sein de l'établissement, d'un service de restauration-cantinescolaire destiné aux collégiens, lycéens et personnels enseignants essentiellement. L'Ecole Française lance un appel à concurrence pour la renouveler la sélection d'un prestataire externe chargé de ce service.

Les soumissionnaires expérimentés et intéressés sont priés de bien vouloir s'adresser auprès de l'intendance de l'Ecole Française pour retirer le dossier complet (incluant notamment cahier des charges/ formulaires / prérequis demandés). Ce dossier peut-être communiqué par E-mail.

#### LES OFFRES DEVRONT PARVENIR AU SECRETARIAT DE L'ECOLE FRANCAISE – EFHM

Au plus tard le **vendredi 18 octobre avant 12h 00 heure locale.**  
(Sous enveloppe scellée avec la référence et intitulé de l'appel d'offre – récépissé à récupérer).

Les offres ne répondant pas au cahier des charges seront rejetées.

**Contact :** Mme Marie-France Mlanao-intendante - Ecole Française Henri Matisse – Hamramba/ Moroni– Tel +269 7735220 standard / 328 5220 mobile pro –intendance@ecole-matisse.org.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

### ECOLE FRANCAISE HENRI MATISSE à MORONI(EFHM)

#### REF : "AO 2019-02 EFHM-Gardiennage –Sécurité"

L'Ecole Française à Moroni est doté d'un service de gardiennage-sécurité pour garantir la sécurité des élèves et personnels, ainsi que des biens. L'Ecole Française lance un appel à concurrence pour renouveler la sélection d'un prestataire externe chargé de ce service.

Les soumissionnaires expérimentés et intéressés sont priés de bien vouloir s'adresser auprès de l'intendance de l'Ecole Française pour retirer le dossier complet (incluant notamment cahier des charges/ formulaires / prérequis demandés). Ce dossier peut-être communiqué par E-mail.

#### LES OFFRES DEVRONT PARVENIR A L'ECOLE FRANCAISE – EFHM

Au plus tard le **vendredi 18 octobre avant 12h 00 heure locale**

(Sous enveloppe scellée avec la référence et intitulé de l'appel d'offre – récépissé de réception à récupérer).

Les offres ne répondant pas au cahier des charges seront rejetées.

**Contact :** Mme Marie-France Mlanao -intendante - Ecole Française Henri Matisse – Hamramba / Moroni – Tel +269 7735220 standard / 328 5220 mobile pro –intendance@ecole-matisse.org.